

CHAMBRE D'AGRICULTURE

La Coordination rurale remporte les élections

Victoire « historique » pour la Coordination rurale de Charente-Maritime qui, avec trois voix d'écart, renverse la FNSEA-JA

Frédéric Zabalza
f.zabalza@rudoouest.fr

« **F**élicitations. » Alors que le dépouillement se poursuit dans les salons de la préfecture de la Charente-Maritime, Thomas Palissier remercie d'un sourire ses adversaires de la FNSEA-JA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles-jeunes agriculteurs) qui viennent lui serrer la main. La tête de liste de la Coordination rurale 17 (CR 17) aux élections professionnelles peut savourer la victoire « historique » de son syndicat.

« On est un peu chamboulé ! », confie le jeune viticulteur (36 ans) de Saint-Fort-sur-Gironde. Avec une courte majorité (762 voix contre 759 pour la FNSEA-JA), la CR17 remporte le principal collège, celui des chefs d'exploitations (1). « Celui qui fait tomber le président », ajoute Cé-

dric Tranquard, premier vice-président de la Chambre d'agriculture de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres. Sonné, le président de la FNSEA en Nouvelle-Aquitaine se dit à moitié surpris par cette défaite, sur fond de faible mobilisation (36 % de participation dans le collège 1). « On ne s'attendait pas à gagner haut la main, mais pas non plus à perdre.

C'est d'autant plus décevant qu'on obtient 780 voix alors qu'on a un millier d'adhérents. J'en prends la responsabilité. Peut-être que la tête ne plaît pas ? », poursuit Cédric Tranquard.

« **On y arrivera.** »

La FNSEA-JA devrait conserver la présidence de la chambre interdé-



« **On est capables de travailler avec la FNSEA, qui paye la déconnexion du national avec la base** »

SOCIAL

Les centres sociaux au bord de la rupture

Mille salariés, 1 820 bénévoles, 45 000 bénéficiaires. Malgré leur poids et leur utilité, les centres sociaux ont du mal à envisager l'avenir. Une réunion avait lieu ce 6 février à Tonny-Charente

L'état des lieux à pleurer était long comme le bras, rimant avec redressements, licenciements, réductions, déficits, peur du lendemain et malaise. À l'inverse, le chapitre des perspectives était vite plié, consistant presque à brûler un cerge, mais à rien de concret qui puisse calmer les inquiétudes. Voilà à quoi a ressemblé la journée « état des lieux et perspectives » organisée par la Fédération des centres sociaux de Charente-Maritime, ce jeudi 6 février à Tonny-Charente.

Depuis des années, la fédération alerte. Le 31 janvier 2024, elle avait même organisé une journée portes fermées pour faire tilt dans l'opinion. Un an après, rien n'a bougé. C'est même pire. « Fin 2023, le déficit cumulé de nos 24 centres était de 103 000 euros ; fin 2024, il a grimpé à

Et pourtant... Le centre social de Pons sort d'un redressement judiciaire avec cessation de paiements et dix licenciements. À La Rochelle, le centre de la Pallice, placé en alerte financière, a dû réduire la voilure sur ses activités, ses achats et ses postes. Idem au centre de Mireuil : un sixième de l'effectif en moins et des accompagnements amputés. Et ce ne sont que des exemples.

Trésorerie minus

Le secteur social, hélas ni « sexy » ni « feel good » et pourtant indispensable, avait déjà mal et la revalorisation obligatoire des bas salaires - une bonne chose pourtant - n'a fait qu'en rajouter. Exemple au centre de Mireuil : 200 000 euros de dépenses en plus. Voilà comment toutes les structures n'ont plus que quelques semaines d'avance de trésorerie, loin des trois mois préconisés par la CAF.

Comment faire alors pour défendre les centres sociaux « et, plus globalement, l'éducation populaire » ? lançait Tarik Touahria, président de la fédération nationale qui s'était

partementale, grâce à sa victoire dans les Deux-Sèvres et dans les autres collèges en Charente-Maritime. Une réunion d'installation est prévue le 21 janvier. Thomas Palissier, pour qui la CR17 était « prête » à diriger, aura toutefois l'occasion de le prouver.

« On pensait tisser le syndicat en place, on ne pensait pas avoir autant d'adhésions, reconnaît-il. Maintenant, on est dans le grand bain, mais on y arrivera. On est capables de travailler avec la FNSEA, qui paye la déconnexion du national avec la base. Nous, on est allés sur le terrain, on a travaillé, on a fait des propositions. »

(1) **Coordination rurale** (40,88 %, 13 sièges), **FNSEA-JA** (40,72 %, 4 sièges), **Confédération paysanne** (14,54 %, 1 siège), **Modet** (3,86 %, aucun siège).

La remise de trophées pour les secteurs de La Rochelle, Ré et Aunis Atlantique a eu lieu mardi

L'édition 2025 d'Émergence, les Trophées de l'Entreprise est lancée. Avant la finale programmée pour le 8 avril à La Rochelle, organisée par « Sud Ouest » et la Chambre de commerce et d'industrie de Charente-Maritime, cette dernière organise des remises de trophées par territoire. Et le premier rendez-vous était ce mardi 4 février, à Châteaillon-Plage, pour les secteurs de La Rochelle, Aunis Atlantique et Ré. Quatre trophées ont été remis.

Catégorie Jeune entreprise, c'est Cloé, « la boulangerie épicurienne » ouverte quartier de Beauregard à La Rochelle par Emmanuelle Tou-lazin, qui l'emporte. Alfabelt, spécialiste de la bande transporteuse à bords de Périgny, est lauréate en catégorie Reprise d'entreprise. L'Entreprise de l'année est Periplast, également de Périgny. Elle œuvre dans l'extraction de tubes et profilés à base de PVC recyclé. Le Coup de cœur du public est allé, lui, à Emundus. La PME rochelaise a développé une plateforme de gestion de candidatures et d'appels à projet en ligne.

Alain Babaud

Thomas Palissier, tête de liste de la Coordination rurale 17, est venu assister au dépouillement à la préfecture de La Rochelle, jeudi 6 février. F.Z.

ÉMERGENCE 2025

Quatre premières PME lauréates

La Fédération des centres sociaux de Charente-Maritime a organisé une journée « état des lieux et perspectives » jeudi 6 février. K.C.

déplacé tellement l'heure est grave. Les partenaires que sont la CAF, le Département, les Villes et intercommunalités apportent toujours leurs subsides, mais rarement à la hausse et « une subvention maintenue est une subvention qui baisse dans le contexte d'inflation ».

Les centres sociaux, qui en ont marre de jouer les variables d'ajustement et de s'adapter sans cesse, cherchent comment réagir dans

« cette situation qu'on subit face à l'État qui ne nous donne pas de moyens pérennes et des politiques qui nous ignorent ». Changer de modèle ? Organiser une manifestation comme en Gironde le 20 février ? Remettre les centres sociaux à l'agenda du ministère des Solidarités ? Mettre la pression ? Ça va péter dans les centres sociaux, la seule inconnue, c'est quand ?

Kharthine Charov

